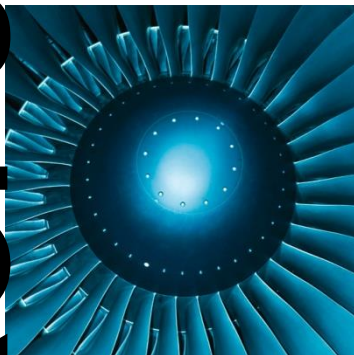


PROPULSER

**LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT DU QUÉBEC, DES ACTEURS STRATÉGIQUES :
LE CAS D'INVESTISSEMENT QUÉBEC**

PRÉSENTATION AU CIRIEC-INTERNATIONAL ET AU CIRIEC-FRANCE



Madame Chantal Malo
Vice-présidente principale, Affaires internationales
Membre du CA et du CE du CIRIEC-Canada

Paris, le 25 février 2015



INTRODUCTION

Au Canada, l'État intervient dans l'économie depuis longtemps et ses interventions ont pris de nombreuses formes.

Depuis les années 60, l'intervention de l'État s'est accentuée au Québec par la mise sur pied des « **sociétés d'État** », véritables entreprises publiques.

Au cours des 50 dernières années, l'activité des sociétés d'État a considérablement augmenté et s'est diversifiée notamment dans la sphère économique.

Le cas d'une de ces sociétés, **Investissement Québec**, permet de bien comprendre le rôle central et unique qu'elle occupe actuellement dans l'économie et pourquoi il fait aujourd'hui consensus au Québec.

HISTORIQUE : IMPLICATION DU GOUVERNEMENT DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

1962

Création en 1962 de la Société générale de financement du Québec (SGF), première société d'État issue de la Révolution tranquille. Mise sur pied de l'Office du crédit industriel du Québec

1971

L'Office du crédit industriel du Québec fusionne en 1971 avec le Programme d'aide au développement industriel régional pour devenir la Société de développement industrielle (SDI).
Création de la Société de développement des Coopératives (SDC) en 1977

1998

Création en 1998 d'Investissement Québec (IQ) regroupant les activités de la Société de développement Industrielle, celles de la Direction générale des investissements étrangers du ministère de l'Industrie et du Commerce, et la SDC

2011

Fusion en 2011 de la SGF et de IQ et création de la nouvelle IQ

ÉNONCÉ DE MISSION D'IQ (2011)

Contribuer au **développement économique** du Québec.

La Société vise à **stimuler** la croissance de l'**investissement** et à soutenir l'**emploi** dans toutes les régions du Québec.

CLIENTÈLES

Entreprises québécoises **de toute taille** incluant
les coopératives et les OBNL

Entreprises étrangères

Filiales d'entreprises étrangères au Québec

AU QUÉBEC



17 bureaux au **Québec**

AILLEURS DANS LE MONDE



A world map with 12 office locations marked by blue dots and labeled in blue text. The locations are: Québec, Montréal, New York, Chicago, Los Angeles, Atlanta, Stockholm, Londres, Paris, Munich, Mumbai, Beijing, Séoul, and Tokyo. The map is light gray, and the labels are in a dark blue font.

12 bureaux à l'étranger

MANDATS AUPRÈS DES ENTREPRISES

**Financement et
Investissement**

**Prospection
d'investissements
étrangers**

**Financement des
coopératives et des
entreprises
d'économie sociale**

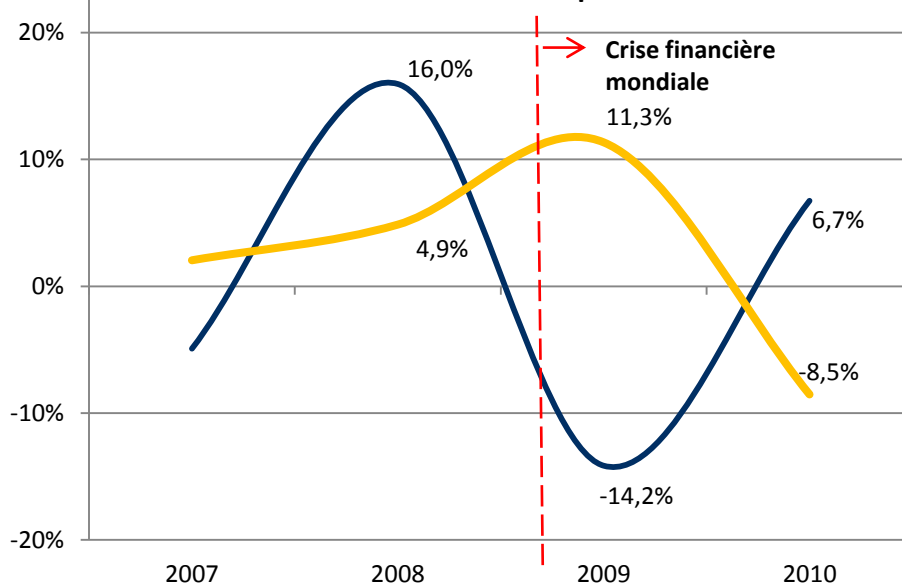
**Accompagnement
des filiales de
sociétés étrangères**

**Gestion de fonds
d'investissement**

**Mandataire du
gouvernement
du Québec**

IQ : UN SOUTIEN EXCEPTIONNEL AU CRÉDIT EN TEMPS DE CRISE

Évolution du crédit aux entreprises du Québec



- Variation annuelle - total crédit aux entreprises du secteur privé (au 31 déc.)
- Variation annuelle - engagement financier IQ auprès des entreprises (au 31 mars)

Source : Institut de la statistique du Québec et Investissement Québec

MANDATAIRE DU GOUVERNEMENT : FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

**Attestation
d'admissibilité aux
crédits d'impôts**

**Fonds de capital
de risque**

**Mandats
gouvernementaux**

**Fonds de
diversification
économique**

**Programmes
ESSOR, PADAT, PALM
Créativité Québec,...**

**Programme
PerforME**

PERFORMANCE 2013-2014 (dollars canadiens)

FINANCEMENT AUTORISÉ PAR
INVESTISSEMENT QUÉBEC



1,0 milliard de dollars pour soutenir des projets d'une valeur de **4,4 milliards** de dollars qui contribueront à la création ou à la sauvegarde de **8 764 emplois**

1 312 interventions financières, notamment des prêts, des garanties de prêt et des capitaux propres, pour appuyer **1 108** entreprises au Québec

87% des interventions financières autorisées par les bureaux régionaux

FINANCEMENT ACCORDÉ
DANS LE CADRE DU FDE



1,1 milliard de dollars pour soutenir des projets d'une valeur de **5,5 milliards** de dollars qui contribueront à la création ou à la sauvegarde de **8 891 emplois**

RÉSULTAT NET



PERFORMANCE FINANCIÈRE

Résultat net de **38 millions** de dollars

PORTEFEUILLE SOUS GESTION

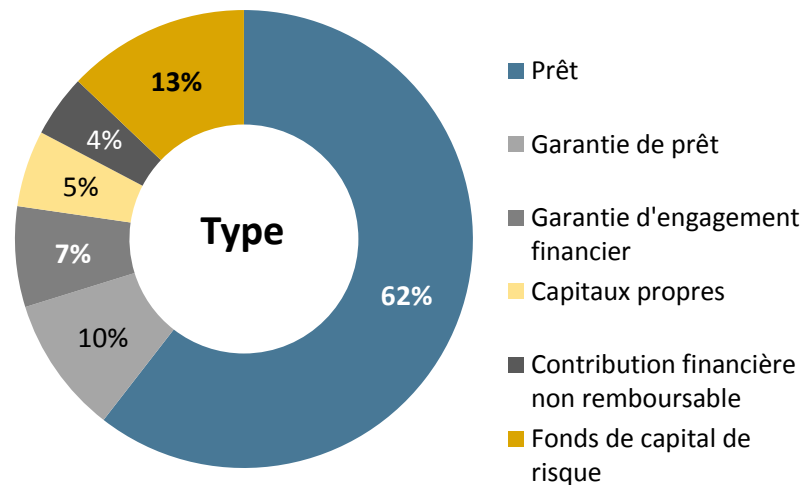
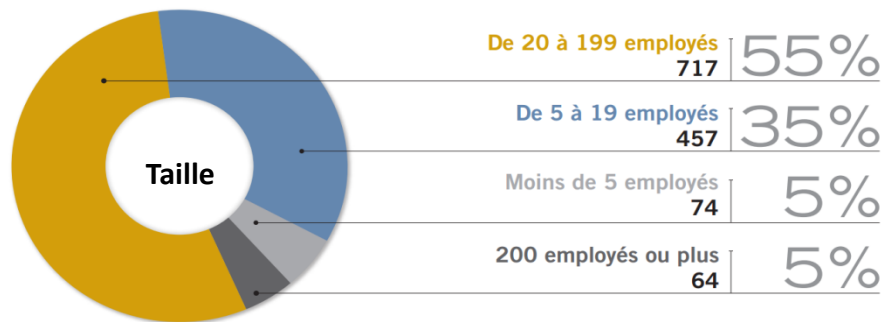
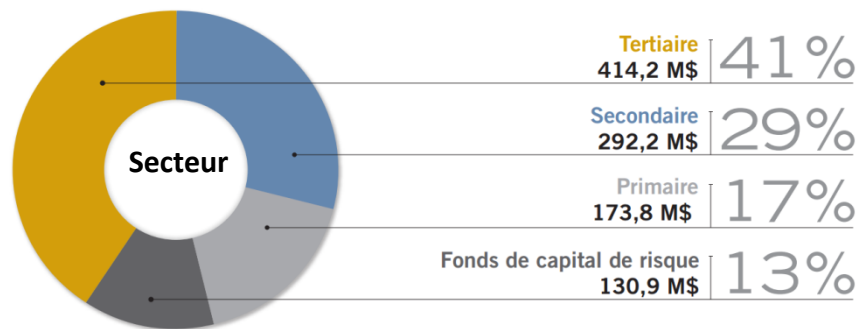
Portefeuille global de la Société d'une valeur de **3,7 milliards** de dollars

Portefeuille du FDE géré par la Société d'une valeur de **4,4 milliards** de dollars

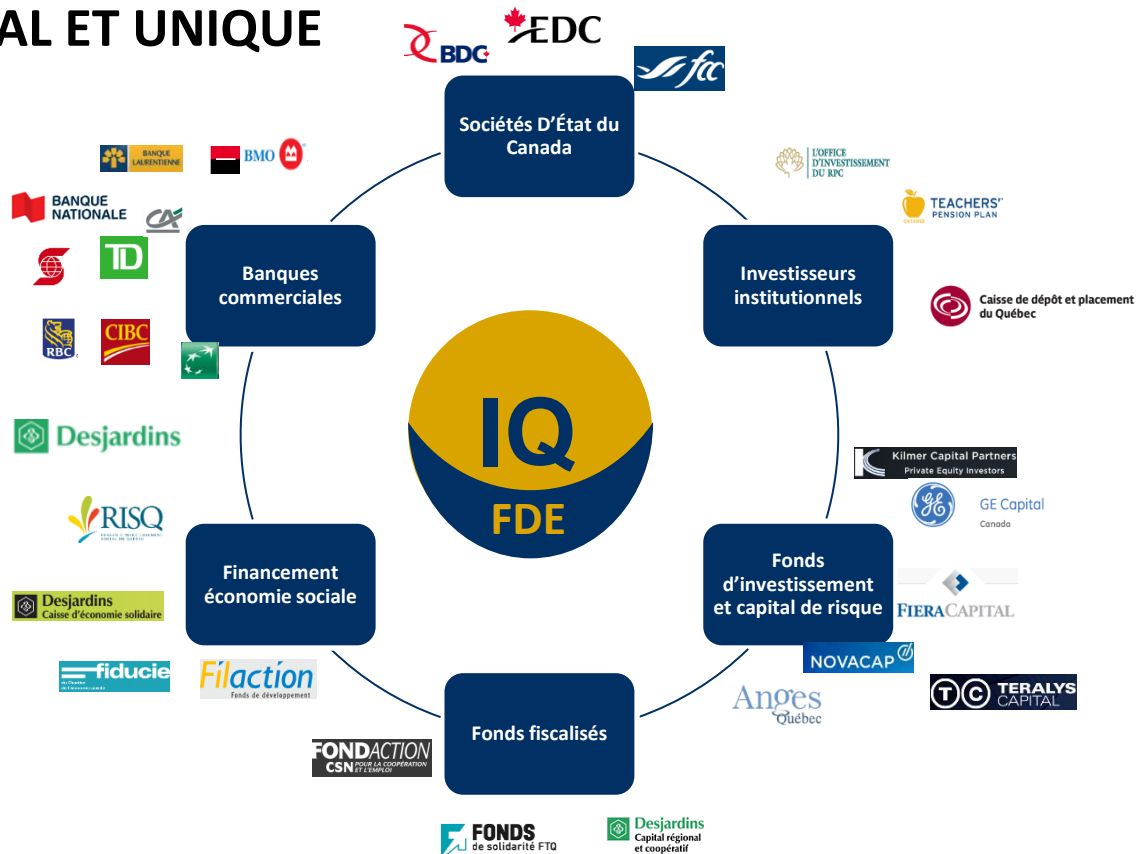
PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

934 millions de dollars de recettes fiscales et parafiscales attribuables aux interventions de la Société

RÉPARTITION DU FINANCEMENT AUTORISÉ



UN RÔLE CENTRAL ET UNIQUE



INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN 2013-2014

89

Nombre
de projets

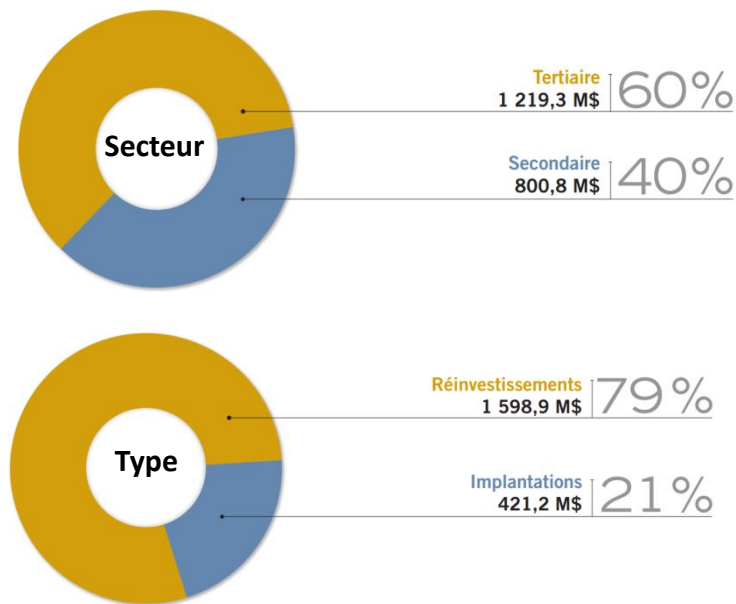
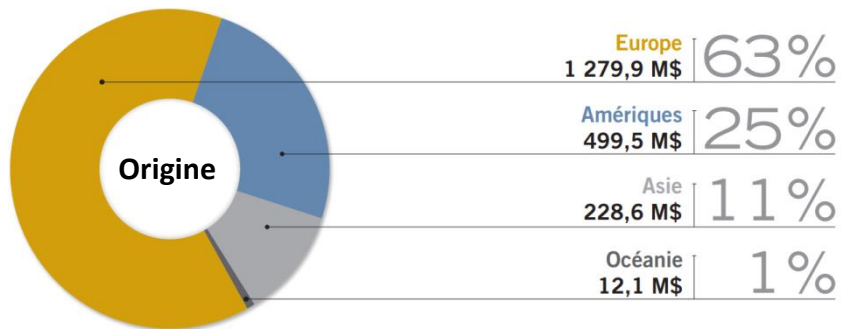
2 020 M\$

Valeur
des projets

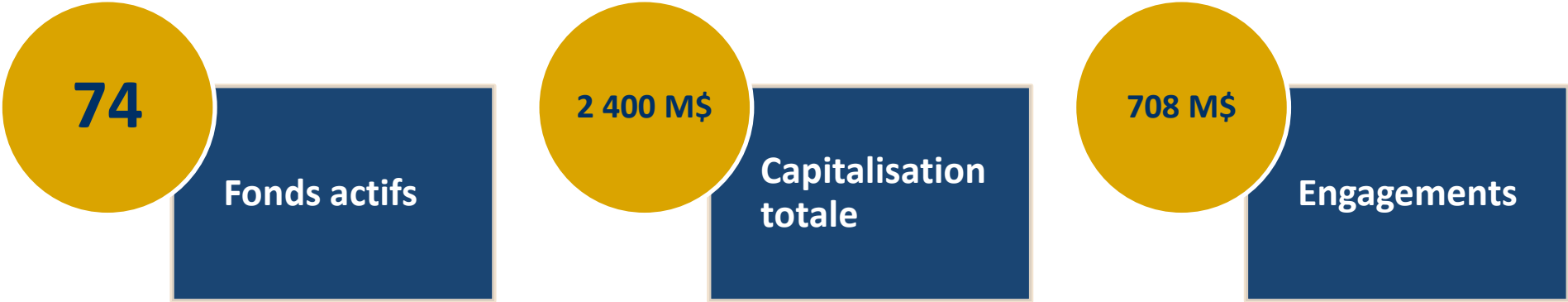
5 059 M\$

Nombre
d'emplois
créés ou
sauvegardés

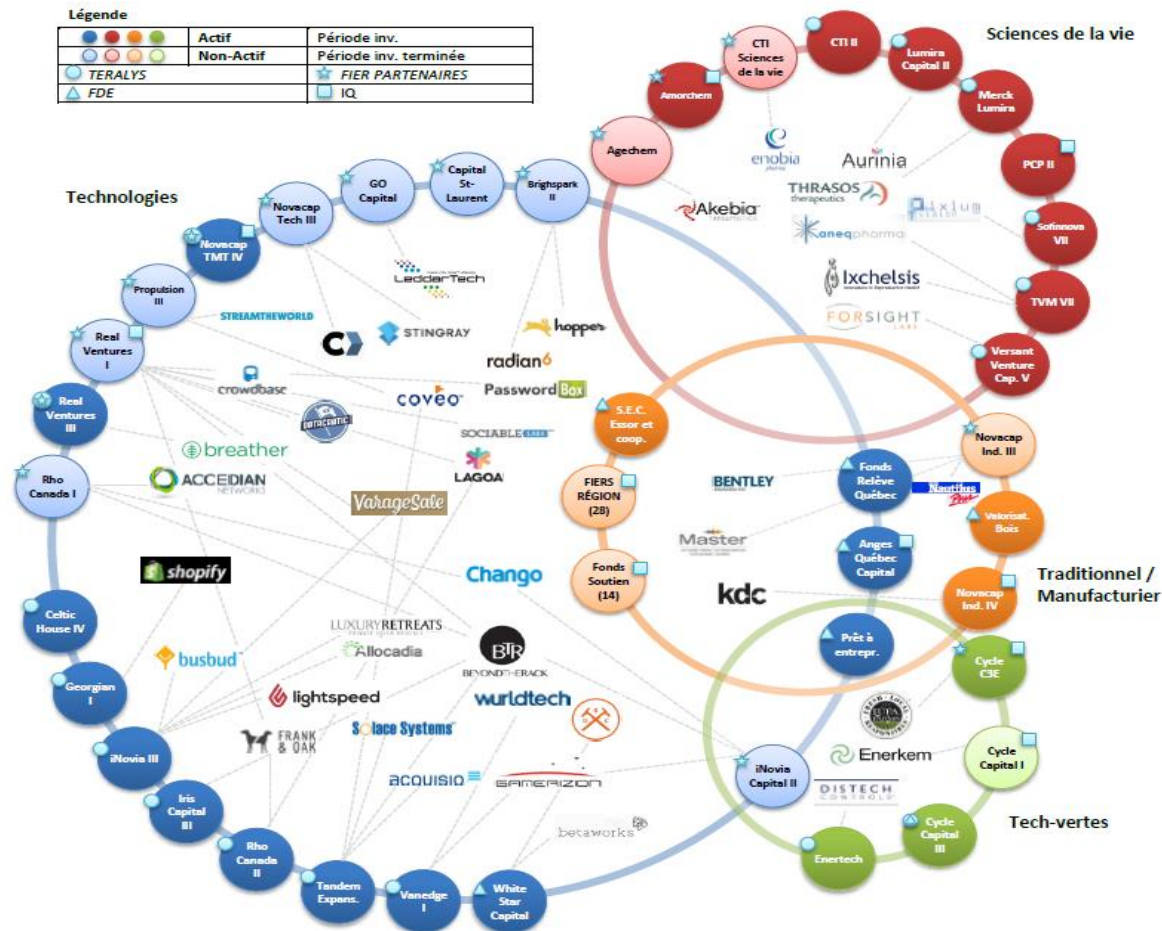
INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN 2013-2014



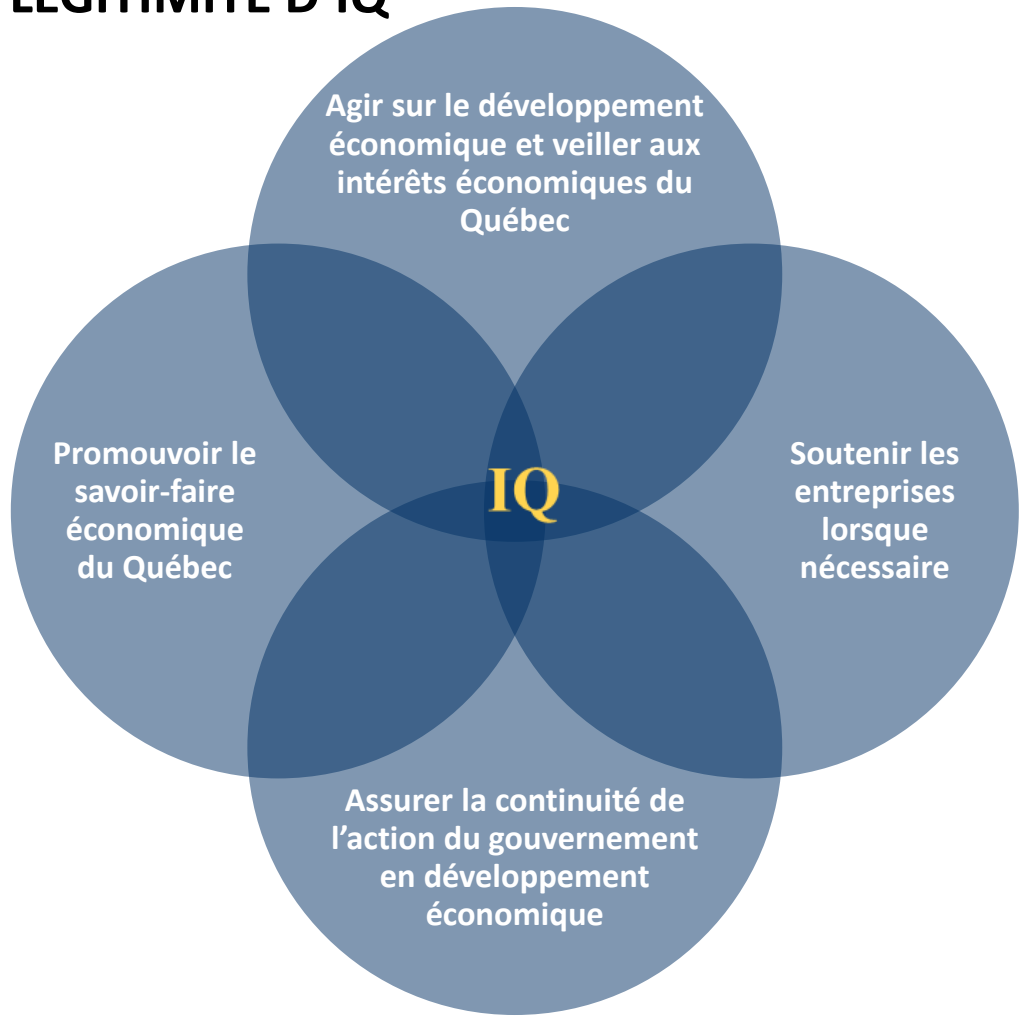
GESTION DE FONDS DE CAPITAL DE RISQUE



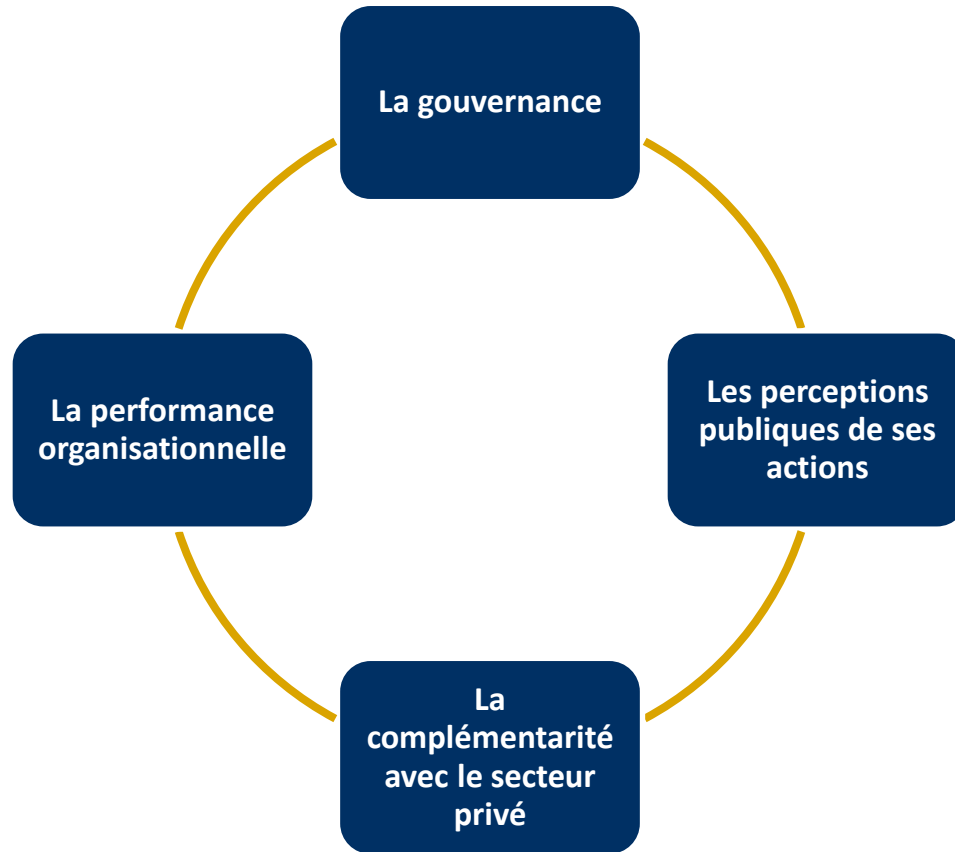
FONDS D'INVESTISSEMENT



FONDEMENTS DE LA LÉGITIMITÉ D'IQ



LES DÉFIS



RELATION AVEC LE MINISTRE DE TUTELLE

(MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DES EXPORTATIONS)

Loi sur la gouvernance des société d'État (2006)	Loi sur Investissement Québec (2011)	
	IQ Fonds propres	IQ mandataire
<ul style="list-style-type: none">• Séparation des fonctions de président du CA et de pdg• Renforcement de l'autorité du CA• Indépendance d'une majorité des membres du CA• Comités statutaires du CA• Mise en place de meilleurs outils de planification et de contrôle• Vérification par le Vérificateur général du Québec	<ul style="list-style-type: none">• Le gouvernement nomme :<ul style="list-style-type: none">• Les membres du CA• Le président du CA• Le pdg, sur recommandation du CA• Le gouvernement approuve :<ul style="list-style-type: none">• Le plan stratégique• Les prises de contrôle en investissement• Le ministre approuve :<ul style="list-style-type: none">• Les prises de participation +30 %• Le ministre dépose le Rapport annuel d'IQ et les É/F du FDE au parlement• IQ communique tout renseignement demandé par le Ministre	<ul style="list-style-type: none">• IQ avise le gouvernement sur le financement des entreprises• IQ administre les programmes d'aide financière du gouvernement• Le gouvernement est responsable des programmes et de leurs résultats (via le FDE)• IQ est responsable de leur administration selon les directives du gouvernement• IQ reçoit une rémunération pour sa gestion• IQ communique tout renseignement demandé par le Ministre

CONCLUSION

- 40 ans après sa création, peu remettent en question la pertinence d'une société d'État telle que IQ.
- IQ est devenue un acteur incontournable et légitime du développement économique, notamment en cultivant sa complémentarité et sa spécificité vis-à-vis de ses partenaires.
- Les défis restent encore nombreux, mais son modèle de gouvernance et ses moyens d'intervention actuels lui confèrent une autonomie lui permettant de répondre rapidement aux évolutions du contexte économique.
- Cette capacité à innover et à s'adapter pour remplir au mieux sa mission est la meilleure garantie pour assurer la pérennité d'Investissement Québec.

investquebec.com

